Si votre frère a perdu sa fortune et si vous lui donnez un logement dans votre maison, c'est bien fraternel de votre part ; si votre ami est dans la peine et si vous venez à son aide avec une somme d'argent, en la lui prêtant sans intérêt ou même en lui en faisant cadeau, vous satisferez votre cœur, et tout le monde vous en louera. Mais ce n'est pas là faire des affaires industrielles ou commerciales, ce n'est pas là produire. Or chacun a le droit et souvent le devoir de tirer de ses capitaux, honnêtement, le meilleur parti possible.

LE PÈRE DUPONT (à son neveu Robert).—Tes amis qui sont si bons, est-ce que par hasard ils travaillent pour rien ?

ROBERT.—C'est fort différent. Le travail fatigue, puis l'ouvrier a besoin du salaire pour vivre ; prêter de l'argent, cela ne fatigue pas, et les capitalistes sont souvent riches.

L'INSTITUTEUR.—L'ouvrier est payé parce qu'il rend un service, et le capitaliste aussi est payé parce qu'il rend un service. Vous autres ouvriers vous ne voyez que le travail manuel, comme s'il n'y avait pas d'autre manière de rendre service aux hommes, ou de leur être utile. On peut travailler autrement que des mains, et très rudement encore. Je vous assure que sans bêcher, ni piocher, ni coudre, ni raboter, je suis souvent bien fatigué le soir. Mais sans parler de moi, voyez par exemple le médecin, que ferait-il si l'on demandait ses services gratis.

Tenez, l'autre jour, j'étais en ville, j'avais affaire chez un riche négociant. J'ai passé par un bureau où plusieurs commis écrivaient avec ardeur, et je suis entré dans son cabinet de travail. Ce cabinet communiquait à sa chambre à coucher. La porte de communication des deux pièces n'était jamais fermée, et leur ameublement même indiquait que le travail y était permanent. Les casiers chargés de cartons, le bureau surchargé de papiers, de notes, une petite table près du lit, couverte de livres, de lettres arrivées de tous les coins du monde, disaient clairement que le négociant s'était réservé une tâche pour la nuit.

Lequel, croyez-vous, travaille le plus longtemps et le plus durement, le négociant ou un de ses commis ?

LE PÈRE DUPONT.—C'est le négociant, je m'y connais.

L'INSTITUTEUR.—Sans doute. Le soir, le commis rentre chez lui, sans souci, se délasse, se couche et dort tranquillement. Le négociant continue à réfléchir sur ce qu'il a fait, sur ce qu'il doit faire, sur les événements publics, et précisément le jour où je l'ai vu il avait perdu une très-forte somme ; qui sait, une ou deux pertes pareilles le ruineraient peut-être.

PIERRE.—Mais, qu'est-ce qu'il produit donc, en travaillant, le négociant ?

L'INSTITUTEUR.—Oh, bien des choses ! Il fait que nous avons du café, du riz, des épices, que le sucre est moins cher, et bien d'autres choses encore. Et tout cela, c'est un travail de tête.

ROBERT.—Mais ceux qui travaillent de leur tête, c'est-à-dire ceux qui rendent des services par leur intelligence ou par leur savoir sont payés d'une façon ou d'une autre, tandis que l'argent ne travaille pas. Pourquoi rémunère-t-on celui qui prête (pourquoi le capital porte-t-il des intérêts) ?

L'INSTITUTEUR.—Le marteau ne travaille pas, ni l'aiguille non plus, c'est la main qui tient l'outil et c'est l'intelligence qui dirige ou doit diriger la main. Or l'argent est un instrument—ou représente les instruments qu'il permet d'acheter—c'est l'intelligence qui en règle l'emploi.

Voyez, par exemple, le négociant dont je vous parlais. Il savait que le café allait manquer, il écrit à un producteur de café (à un planteur) au Brésil, et lui en achète pour 100,000 francs. Il fait mettre ce café sur un navire pour l'amener en Europe. Un accident survient en mer et le navire aussi bien que le café sont perdus. En

achetant le café et en le faisant venir, le négociant rendait un service que personne ne doit refuser de payer ; ne lui est-il rien dû en outre pour compenser les chances de perte ?

LE PÈRE DUPONT.—Et si le négociant n'a pas assez d'argent et que je lui en prête, c'est comme si je m'associais avec lui. On dit bien souvent, faisons cette affaire ensemble.

L'INSTITUTEUR.—C'est juste. Et lorsqu'on s'associe ainsi, on peut convenir de deux sortes de conditions. Ou le possesseur du capital demande à partager les bénéfices, et aussi les pertes ; ou il dit : comme vous allez diriger l'affaire, et que je me borne à vous remettre l'argent, tandis que je m'occuperai d'autre chose, je me contente de vous demander 5 du 100. Puisque vous allez diriger le capital, il est juste que vous ayez (après m'avoir payé 5 %) tout le bénéfice ; d'un autre côté comme je ne prends pas part à la direction de l'affaire, je ne veux pas m'exposer aux pertes dont votre négligence ou votre incapacité peuvent être la cause. Ainsi voilà mon capital, que vous gagniez ou non, c'est toujours à 5 pour 100 par an.

LE PÈRE DUPONT.—Le propriétaire d'une somme de 10,000 francs, qu'il achète un champ, qu'il bâtisse une maison, qu'il établisse un commerce, ou qu'il prête ces 10,000 francs à un autre, il faut toujours que cet argent lui rapporte quelque chose, un loyer, des bénéfices ou de l'intérêt, sinon, ou bien personne n'économiserait, ou bien, ce qui serait presque aussi regrettable, chacun enfouirait l'argent économisé. Or, il est certain que sans capital on ne peut rien faire, qu'on est heureux d'avoir du crédit, de pouvoir emprunter quand on en a besoin, et qu'on le paye volontiers.

L'INSTITUTEUR.—Très-volontiers même, car le menuisier qui n'aurait pas de planches, le forgeron qui n'aurait pas de fer, comment travailleraient-ils ? Le capital qu'ils empruntent, leur permet de produire des marchandises ou, comme on dit, de gagner de l'argent, et ils donnent avec reconnaissance une petite partie de leur gain en échange du prêt qui leur a permis de le réaliser. C'est un service qu'ils payent. Celui qui a rendu ce service, a dû se priver pendant un certain temps de son capital : cette privation mérite une indemnité. Demander qu'on vous prête l'argent pour rien [quand ce n'est pas un service d'amitié], c'est comme si l'on demandait qu'on vous donne des souliers pour rien : tout travail et tout service méritent salaire.

L'INTÉRÊT DU CAPITAL ET LES BÉNÉFICES.

On parlait beaucoup dans le pays du chemin de fer qu'on se proposait de construire, et ceux qui avaient économisé quelque argent étaient disposés à le verser au profit de cette entreprise.

Un dimanche soir, plusieurs voisins vinrent consulter l'instituteur ; ils étaient accompagnés de leurs familles, et comme il faisait beau, on s'assit sous le tilleul.

La question qu'on posa à l'instituteur fut : " Faut-il prendre des actions ou des obligations ? "

Il répondit : " Rendons nous bien compte d'abord de la signification des mots *action* et *obligation*."

L'action est une part dans l'affaire. L'actionnaire est un associé. Il verse 100 fr. ou 1,000 francs dans la caisse commune ; s'il y a des bénéfices, il en a sa part ; s'il n'y en a pas, il ne reçoit rien. La part de bénéfice attribuée à chaque action s'appelle le *dividende*, parce qu'on divise les bénéfices par parties égales entre toutes les actions, qui (dans la même entreprise) ont la même valeur. Elles sont toutes de 200 francs, de 500 francs, de 1,000 francs, rarement plus élevées, mais on peut posséder plusieurs actions.

L'obligation, de son côté, est la reconnaissance d'une dette. Celui qui prend une obligation de 500 francs,